

dans son pays natal 13 jours seulement après la révolution, il est nommé au gouvernement en mars 1980 pour accéder en décembre à la présidence qui lui avait été régulièrement dévolue en 1972.

Il est bizarre que le F.D.R. fasse pression sur Duarte pour qu'il négocie avec lui dans le but sans doute de procéder à une espèce de partage des pouvoirs par une sorte d'anticipation sur l'appui électoral de la population au nom, bien sûr, de la démocratie.

Je pense que beaucoup d'hommes et de femmes de bonne foi ont commis une tragique erreur de calcul à la fin de 1979 et au début de 1980. Ils ont cru voir au Salvador les mêmes conditions que celles qui avaient régné au Nicaragua avant le renversement de Somoza. Ils ont calculé que les groupes armés de gauche gagneraient, sans tenir compte de ce que le régime répressif du général Romero avait déjà été renversé. Ces hommes et ces femmes, d'opinion essentiellement modérée et dont beaucoup sont représentés au F.D.R., des gens qui appartiendraient à tous les partis politiques du Canada s'ils étaient ici, comme l'a dit le chef du N.P.D., ont maintenant partie liée avec des compagnons de route extrémistes.

Si le F.D.R. est vraiment désireux de voir instaurer la démocratie au Salvador, et s'il n'est pas un simple paravent pour des groupes de révolutionnaires marxistes armés, alors il a le devoir de se rallier au gouvernement Duarte pour veiller à ce que les élections qui doivent avoir lieu dans neuf mois à peine, se déroulent dans de bonnes conditions.

Le chef du N.D.P., M. Broadbent, a aussi un devoir à cet égard. La plupart des formules qu'il propose postulent un règlement qui soit le résultat du compromis, ce qui est justement la cause que défendent les révolutionnaires. En appuyant les forces révolutionnaires dans leur désir de partager le pouvoir avant les élections, il risque de contribuer à prolonger les souffrances des Salvadoriens et à entraver de ce fait la solution politique souhaitée par tous les députés représentés à la Chambre. Pour reprendre ses propres termes, il habille d'un semblant de respectabilité la position des rebelles.

En fin de compte, quel est le devoir du Gouvernement ? C'est de ne pas chercher à s'arroger, de l'extérieur, le droit de résoudre les problèmes du Salvador et, encore moins, de définir au préalable les termes de leur solution. C'est au contraire d'avoir suffisamment de modestie pour laisser à la population du Salvador le soin de décider de son avenir par le scrutin. Cela ne mènera peut-être pas au pouvoir l'opposition socialiste du Salvador tel que le préconisent l'Internationale socialiste et son distingué représentant. Mais quelle que soit l'issue de la consultation, je pense que cette voie est la bonne ; en tout cas, c'est la voie démocratique.

Sur le plan humain, la situation du Salvador est tragique. Notre rôle consiste à témoigner notre solidarité, à offrir notre aide, à favoriser une solution qui corresponde aux désirs et aux besoins de la population et à nous opposer aux auteurs d'actes de terrorisme criminel. Nous n'avons pas à nous charger du rôle principal dans la solution de la crise car cette voie conduirait à un autre drame, le nôtre. Les